
Tirer les leçons de la pandémie

Berne, le 2 novembre 2021

La première étude complète qui s'est penchée sur la réponse scientifique à la pandémie de Covid-19 dresse un bilan positif et met en évidence un besoin d'amélioration. Le potentiel scientifique suisse n'est guère exploité en raison des bases légales peu claires et de la faible institutionnalisation du conseil scientifique destiné aux responsables politiques. L'étude réalisée par la PD Dr. Alexandra Hofmänner documente les événements, les interactions et les conditions-cadres pendant la pandémie de Covid-19 et présente six pistes d'action concrètes pour l'avenir.

Quel rôle a joué la science dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 de janvier à décembre 2020 ? En quoi la situation en Suisse était-elle différente de celle d'autres pays ? Quelles seront les mesures à prendre à l'avenir ? « Il est important de saisir cette occasion historique et de se servir des leçons tirées de la pandémie pour relever les futurs défis », déclare la docteure Alexandra Hofmänner, auteure de l'étude sur la réponse scientifique à la pandémie de Covid-19. Dans son étude, la scientifique titulaire d'un doctorat en sciences naturelles et d'une habilitation dans les études des sciences et technologies (STS) à l'Université de Bâle documente les événements en rapport avec la Swiss National Science Taskforce. Elle identifie les principales conditions-cadres du système politique suisse, établit des comparaisons avec d'autres pays et présente des pistes d'action pour l'avenir. Elle se penche également sur la création d'un Conseil consultatif de la politique scientifique et d'une Commission spéciale de conseil scientifique, sur la précision des rôles des institutions scientifiques et sur le renforcement du statut du conseil scientifique pour les carrières universitaires. « L'analyse sert à la fois d'aperçu et de perspective », déclare le professeur Marcel Tanner, président des Académies suisses des sciences. « Nous devons être mieux préparés face aux crises futures ».

Malgré le bilan positif, des améliorations sont nécessaires

En Suisse, le Conseil fédéral a créé le 1^{er} avril 2020 la Swiss National Covid-19 Science Task Force (NCS-TF), qui avait été organisée au sein des institutions scientifiques. Le bilan est très positif même en comparaison internationale, ce qui s'explique principalement par l'engagement exceptionnel de tous les acteurs impliqués dans les domaines de la science, de la politique, de l'administration et des médias. La mise sur pied de la NCS-TF en deux semaines seulement, les nombreux spécialistes qui la composent, ses procédures inter- et transdisciplinaires ainsi que la qualité des services de conseil scientifique sont autant de facteurs salués par l'étude. Dans le même temps, pendant la pandémie en Suisse, les responsables politiques, les médias et la société civile ont critiqué la légitimité, la transparence et la communication des organismes de conseils scientifiques, ce qui a d'ailleurs été le cas dans la plupart des pays. « Dans une société démocratique et libérale, les activités politiques menées non seulement par le biais de canaux formels mais aussi de canaux informels donnent naturellement lieu à des débats et des critiques », déclare l'auteure sobrement.

Bases légales peu claires

Alors que d'autres pays (par ex. la Nouvelle-Zélande, le Japon et le Royaume-Uni), souvent après avoir dû faire face à des maladies infectieuses, ont revu, élargi et professionnalisé leur système national de conseil scientifique destiné aux responsables politiques, il n'existe en Suisse pas d'implication systématique de la science dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques publiques. Grâce aux travaux de recherche initialisés par les offices fédéraux et au mandat d'évaluation prévu par la Constitution fédérale, les stratégies et programmes font régulièrement l'objet d'analyses scientifiques. Cependant, ces dernières sont souvent réalisées par des bureaux de conseil privés. Contrairement à d'autres pays, les bases légales suisses applicables en cas de crise, comme la loi sur les épidémies, ne prévoient pas de tâches particulières pour la science, et le potentiel scientifique des universités et des institutions de recherche reste inexploité. En l'absence de bases légales, les conditions-cadres qui s'appliquent à la Swiss National Covid-19 Science Task Force ont été adaptées

en fonction de la situation. Ainsi, l'échange direct avec les plus hautes autorités n'a plus été de mise durant la situation particulière, ce qui était pourtant régulièrement le cas pendant la situation extraordinaire, et les règles de communication avec le public ont également changé.

De vastes recherches documentaires, une quarantaine d'entretiens et un atelier collectif en ligne

L'étude, publiée par les Académies suisses des sciences, se base sur de vastes recherches documentaires comparatives et sur une quarantaine d'entretiens avec des acteurs du monde scientifique, politique, administratif et médiatique. Grâce à un atelier en ligne organisé par le td-net des Académies suisses des sciences, toutes les personnes impliquées ont pu échanger directement et discuter lors de sessions en petits groupes des améliorations possibles pour l'avenir en se basant sur les leçons qu'elles ont tirées de la pandémie.

Lien : <https://go.academies-suisse.ch/role-science-dans-politique-CH>

Informations complémentaires :

Claudia Appenzeller, secrétaire générale

E-Mail : claudia.appenzeller@akademien-schweiz.ch

+41 (0)31 306 92 20 ou +41(0) 79 688 82 21

Les **Académies suisses des sciences** regroupent les cinq académies scientifiques suisses, l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM), l'Académie suisse des sciences techniques (SATW) et la Jeune Académie Suisse (JAS). Elles comprennent en outre les centres de compétences TA-SWISS et Science et Cité ainsi que d'autres réseaux scientifiques. Les Académies suisses des sciences promeuvent la collaboration entre les scientifiques à l'échelon régional, national et international. Elles représentent la communauté scientifique aussi bien sur le plan des disciplines qu'au niveau interdisciplinaire et indépendamment des institutions et des branches spécifiques. Leur réseau est orienté vers le long terme et vise l'excellence scientifique. Elles se fondent sur les savoirs scientifiques pour conseiller les politiques et le public sur des questions touchant de près la société.